

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2023

Le Pôle ressources ville et développement social, centre de ressources politique de la ville de l'ouest francilien, est un facilitateur au service des acteur·rices du développement des quartiers et des territoires. L'association exerce une mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnel·les, acteur·rices de la société civile (tels les conseils citoyens) et élu·es de l'ouest francilien, dans les domaines du développement social et territorial.

Direction de publication : **Guillaume Dejardin, Caroline Dumand**

Chargé·es de publication : **Guillaume Dejardin, Caroline Dumand, Marie Gourgouillon, Teodora Rangelova, Noémie Siéfert, Binta Songdé Diop**

AVANT-PROPOS

2023, une année record !

- Record en termes d'actions développées avec 56 démarches engagées pour 192 demi-journées ou soirées avec les actrices et acteurs de notre territoire d'intervention.
- Record en termes de participations cumulées avec 4 693 présences recensées.
- Record également au niveau des publications avec 11 réalisations (dossier, étude, podcast, replay) en complément de la publication régulière de la lettre résonance.

Des records qui n'étaient et ne sont toujours pas des objectifs mais qui témoignent de plusieurs réalités.

Tout d'abord, ce niveau d'activité reflète le fort ancrage du Pôle ressources dans les 3 départements qu'il couvre (Yvelines, Hauts-de-Seine et Val d'Oise), avec des territoires et des acteur·rices qui se saisissent toujours plus de l'association à travers les ressources, regards et expertises qu'elle développe.

Les démarches mises en place, - diverses dans les thématiques, sujets et problématiques abordés -, résultent par ailleurs de partenariats renforcés, aussi bien avec les partenaires institutionnels, les collectivités que les associations. A ce titre, il convient, dès cet avant-propos, de mettre en évidence le dynamisme des échanges avec les préfetures de région Île-de-France et de départements, dans le cadre d'une convention cadre désormais pluriannuelle. Ainsi que le partenariat établi avec l'ARS Île-de-France afin de promouvoir la santé et la réduction des inégalités de santé dans toutes les politiques publiques. Ou encore les collaborations, respectivement renouvelées et nouvelles, avec les CAF du Val d'Oise et des Yvelines autour de l'animation du réseau des professionnel·les et élu·es des collectivités en charge de développer les conventions territoriales globales (CTG).

L'activité déployée en 2023 est également le fruit d'une équipe élargie avec désormais 7 salarié·es. Une structuration issue d'un important chantier mené dès 2022 pour une meilleure adéquation entre les ressources humaines (dimension de l'équipe, compétences, organisation) et un projet associatif à la croisée du développement social local, de la réduction des inégalités sociales et territoriales, du renforcement des liens interacteur·rices !

Au-delà des records, cette activité, relatée dans le présent rapport, a été fortement marquée par une actualité importante au niveau de la politique de la ville, avec la refonte des contractualisations locales et l'élaboration des CEQ 2030 ou encore le nouveau projet régional de santé qui a donné lieu à de nouveaux contrats locaux de santé. Elle fait du Pôle ressources un observateur privilégié des dynamiques à l'œuvre dans les territoires : volonté farouche de donner du sens à l'action publique et de transformer le présent, désir de dialoguer et de coconstruire avec les partenaires et les habitant·es, souhait d'articuler au mieux les politiques publiques et les énergies d'une part, mais aussi épuisement des ingénieries parfois exsangues et des associations, difficulté à s'orienter dans un paysage en perpétuel mouvement ou encore découragement à l'issue des violences urbaines consécutives au décès du jeune Nahel, d'autre part.

Plus que jamais le projet porté par le Pôle ressources se veut être un espace ouvrant les débats, soutenant les démarches de coconstruction et nourrissant l'action publique, au bénéfice d'un développement social local inclusif, solidaire, participatif et écologique.

SOMMAIRE

La structure en 2023

Notre association	P 8
Notre inscription au sein du réseau des CRPV	P 10

Les missions socles en 2023

Outils d'information	P 14
Publications et capitalisations	P 16
Qualifier et mettre en réseau	P 20

2023 en thèmes et en actions

Développement social : rendre effectives la coconstruction et les coopérations	P 25
Promouvoir l'égalité et la justice sociale	P 33
Soutenir un développement économique et territorial endogène	P 39
Écouter et accompagner la participation des habitant-es	P 43



LA STRUCTURE EN 2023



Le Pôle ressources ville et développement social, un facilitateur au service des acteur·rices du développement des quartiers et des territoires.

1. Notre association

Le Pôle ressources ville et développement social est l'un des 19 centres de ressources politique de la ville qui composent le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville (CRPV). Association loi 1901 créée en 1998, elle exerce une triple mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnel·les, acteur·rices de la société civile (tels les conseils citoyens) et élu·es du Val d'Oise et, depuis 2019, des Hauts-de-Seine et des Yvelines, dans les domaines du développement social et territorial. L'association inscrit son approche dans les enjeux de cohésion sociale et de réduction des inégalités sociales et territoriales.

NOTRE ÉQUIPE



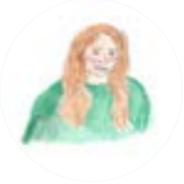
Guillaume Dejardin
Directeur



Caroline Dumand
Directrice-adjointe



Marie Gourgouillon
Cheffe de projet cohésion sociale



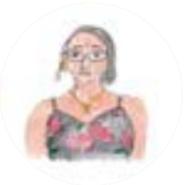
Teodora Rangelova
Chargée de mission



Noémie Siéfert
Cheffe de projet coopérations et innovation sociale



Franck Doucet
Chef de projet développement urbain et économique



Annie Medjidi
Assistante administrative

Renforcée en 2023 par :



Binta Songdé Diop
Volontaire en service civique

NOS ADHÉRENT·ES

L'adhésion constitue l'une des formes de soutien que compte le Pôle ressources afin de développer un projet au carrefour des institutions et mener à bien l'ensemble de ses activités et garantir le développement de ses missions. Parmi nos adhérent·es : des collectivités territoriales, des agences publiques, des organismes et bailleurs sociaux, des associations, des professionnel·les et expert·es de la politique de la ville et du développement local urbain, mais aussi des membres de la société civile.

Associations

Alter Ego, Eaubonne ; ACI, Sarcelles ; APPC, Sarcelles ; CAUE 95, Cergy ; Centre de Services aux Associations, Eaubonne ; École et Famille, Cergy ; Essivam, Taverny ; Fédération des Centres Sociaux du Val d'Oise ; Les Francas, Val d'Oise ; Ifac, Franconville ; IMAJ 95, Bouffémont ; Initiactive 95, Cergy ; La Sauvegarde 95 ; Mission Locale Vallée de Montmorency ; PTCE Pays de France.

Individuels

Sylvie Collinet ; Athika Daouadji ; Christine Erard ; Gilles Jeanmougin ; Pierre Le Lohé ; Anne Morin-Pellet ; Daniela Pennini ; Emmanuel Potier, Laura Weidmann.

Collectivités territoriales

Villes : Argenteuil ; Arnouville ; Bezons ; Bouffémont ; Cergy ; Chanteloup-les-Vignes ; Colombes ; Deuil-la-Barre ; Éragny-sur-Oise ; Ermont ; Fosses ; Gennevilliers ; Garges-lès-Gonesse ; Gonesse ; Goussainville ; Les Mureaux ; Louvres ; Montmagny ; Montigny-lès-Cormeilles ; Osny ; Persan ; Pontoise ; Sannois ; Sarcelles ; Soisy-sous-Montmorency ; Taverny ; Vauréal ; Vernouillet ; Villeneuve-la-Garenne ; Villiers-le-Bel.

EPCI : Cergy-Pontoise ; Roissy Pays de France.

NOS ADMINISTRATEUR·RICES

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé au maximum de quinze membres, ayant voie délibérative, dont des membres de droit et des membres adhérents.

NOS PARTENAIRES FINANCIERS

Préfecture de la région Île-de-France ; Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRFFE), Île-de-France ; Agence Régionale de Santé (ARS) d'Île-de-France ; Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPD-R) ; Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) ; Agence Régionale de Santé (ARS), délégation départementale du Val d'Oise ; Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Val d'Oise ; Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Yvelines ; Préfecture du Val d'Oise ; Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDTES) du Val d'Oise.

2. Notre inscription au sein du Réseau National des CRPV

Constitués en réseau national, les CRPV, soutenus par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), mutualisent leurs compétences pour élaborer des outils, dégager des analyses et des propositions communes à partir de leurs connaissances des réalités de terrain. Ce travail de réseau est valorisé via un portail national (voir page 18).

Officialisation du réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville (RNCRPV)

Le RNCRPV, composé de 19 structures au sein de l'hexagone et en Outre-mer, existe depuis plus de 15 ans. Néanmoins, le réseau ne possédait pas d'entité juridique propre.

L'association « Question de ville », créée en 2008 par et pour les directeur-rices des CRPV, avait pour objet initial d'être un lieu de réflexion et d'échanges entre pairs. Cette association portait juridiquement les financements, contractualisait pour l'ensemble des actions menées au titre du RNCRPV (Convention Pluriannuelle d'Objectifs (CPO) de fonctionnement, CPO cités éducatives) et demeurait l'interlocuteur privilégié des partenaires nationaux, alors même que son objet ne relevait pas d'une animation du RNCRPV.

Au regard de ce contexte et des demandes de mutations en cours au sein du RNCRPV, une réflexion a été amorcée autour de trois défis :

- Conforter la raison d'être du réseau, ses missions et se projeter dans l'avenir ;
- Apporter de l'horizontalité dans les modalités de fonctionnement et de gouvernance, pour intégrer l'ensemble des parties prenantes ;
- Accompagner la montée en puissance des coopérations au sein du réseau et avec les partenaires.

Débuté en 2022, ce travail a connu différentes phases. En 2023, un état des lieux des réflexions sur l'organisation du RNCRPV auprès des différents cercles ; des échanges avec l'ANCT sur la nouvelle CPO de fonctionnement de Question de ville et du projet de transformation du réseau, ont conduit à **l'adoption de nouveaux statuts juridiques avec un nouveau nom pour l'association "Question de ville," devenu le "réseau national des centres de ressources politique de la ville", officialisé lors du regroupement national des équipes des CRPV à Montpellier en octobre 2023.**

8ème regroupement national des équipes des CRPV



Durant trois jours, en octobre, les gouvernances, les équipes et les partenaires des CRPV se sont réunies à Montpellier pour une 8ème édition du regroupement national des CRPV.

Cela a été l'occasion, notamment, de réflexions et d'échanges sur des travaux communs menés par les CRPV, sur les futurs contrats de ville et les enjeux de coopération. Cette rencontre a permis également de créer officiellement l'association nationale des centres de ressources politique de la ville. (Lire ci-dessus).



3. Et au sein du réseau régional des CRPV franciliens

Le réseau francilien des CRPV est né d'une volonté d'assurer une couverture régionale de l'Île-de-France. Il s'agit de proposer des espaces d'échanges et de débats à l'échelle francilienne, mais également de pouvoir porter les enjeux de la politique de la ville à l'échelle régionale. Il regroupe les trois centres de ressources politique de la ville associatifs : Ressources urbaines (91 - 94 - 77), Profession Banlieue (93), et le Pôle ressources (78 - 92 - 95), ainsi que le centre de ressources municipal de Paris, le Pôle ressources politique de la ville.

Ce réseau met aussi en œuvre une **feuille de route régionale, élaborée en partenariat avec la préfecture d'Île-de-France et les préfectures de département.** Chaque année, des thématiques prioritaires, à aborder à l'échelle régionale, sont identifiées.

En 2023, le réseau francilien a ainsi organisé plusieurs temps et rencontres, autour de plusieurs thématiques :

- un séminaire régional sur la place des transitions écologiques dans les quartiers prioritaires face aux enjeux de justice sociale (voir page 40) ;
- une rencontre sur l'articulation entre les politiques publiques de droit commun (Pacte des solidarités) et la politique de la ville par l'animation d'un groupe de travail régional, pour faire émerger des préconisations opérationnelles ;

- une journée pour l'accueil des nouveaux-elles professionnel·les de santé d'Île-de-France ;

- une journée régionale de formation aux Valeurs de la République et laïcité (VRL) auprès des acteur·rices du territoire,

- une journée sur les territoires éducatifs coopérants (voir page 47).

Les CRPV franciliens ont également travaillé à la valorisation d'initiatives portées localement par le Plan régional d'insertion pour la jeunesse (PriJ) en rédigeant chacun 3 fiches expériences menées sur leurs territoires, publiées sur la plateforme internet dédiée au dispositif.

Le Pôle ressources a réalisé, pour sa part :

- une fiche expérience sur la démarche portée dans le cadre du PRIJ à Cergy, utilisant les réseaux sociaux pour pallier les difficultés à toucher les jeunes filles,

- une fiche expérience abordant la mobilisation des acteur·rices de l'insertion pour mieux accompagner les personnes en recherche d'emploi à Vernouillet, "Les Jeudis de l'emploi",

- une fiche expérience sur la coopération entre acteur·rices locaux du PRIJ pour repérer et accompagner les jeunes les plus éloignés de l'emploi, sur le territoire de l'agglomération Roissy Pays de France.



LES MISSIONS SOCLES EN 2023

Le Pôle ressources poursuit une mission d'information à l'attention des acteur·rices de la politique de la ville, du développement social et territorial, qui se matérialise par le biais de différents outils et ressources : diffusion d'une lettre d'information mensuelle ; capitalisation et diffusion de savoirs et d'expériences dans les territoires, notamment via des fiches expériences ; publications, capitalisations issues d'actions menées par le Pôle ressources ; service « info-doc ».

1. Outils d'information

▶ SERVICE INFO DOC

Ce service gratuit vise à répondre aux besoins d'information spécifiques qui émanent des acteur·rices du développement social et territorial. Il correspond, le plus souvent, à un travail de recueil et de synthèse d'informations, de repérage d'expériences, de personnes et de lieux-ressources. Les réponses apportées peuvent consister en :

- la recherche de documents ressources,
- l'élaboration d'outils : dossiers thématiques, bibliographies...,
- l'orientation vers les services ou les personnes, professionnel·les et acteur·rices ressources pertinentes sur le territoire, ou encore le repérage d'intervenant·es (sociologues, expert·es, etc.) sur un thème donné,
- la diffusion d'offres d'emplois spécialisées dans le développement social ou aide à la recherche d'emploi.

Quelques illustrations des demandes

112

En 2023, 112 demandes ont été enregistrées (116 en 2022)

Parmi les demandes, soulignons quelques faits saillants : beaucoup de sollicitations ont concerné l'ingénierie territoriale, en lien avec l'élaboration des nouveaux contrats "Quartiers engagement 2030". Plusieurs demandes ont été en lien avec l'évaluation (recherche de cabinets, de documents ressources) ou des statistiques portant sur les quartiers en politique de la ville de l'ouest francilien.

Les sollicitations en lien avec le thème de la promotion de l'égalité concernent en 2023 près de 19% des recherches. Il s'est agi de questionnements concernant l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes - recherche d'intervenant·es sur les femmes et l'entrepreneuriat, avec de la mise en réseau d'associations travaillant ces problématiques ; concernant aussi l'inclusion, et des recherches d'intervenant·es travaillant sur ce thème, sur les troubles du comportement, ou encore des actions de médiation sur le sujet des relations affectives et sexuelles jeunes filles. Quelques demandes sur le thème de la laïcité sont également enregistrées pour cette année - en lien avec l'application de la loi.

Les requêtes concernant la prévention et la jeunesse ont été plus importantes en 2023, (près de 7%) en lien avec l'actualité de juin 2023 sur les révoltes urbaines, via des requêtes autour de la recherche d'intervenant·es, de documents ressources pour réfléchir à ces questions. Le Pôle ressources a également été sollicité pour accompagner et appuyer une démarche de réflexion dans les Yvelines autour de cette problématique des révoltes urbaines, avec des professionnel·les et habitant·es, démarrée en 2023 et concrétisée en 2024 par un temps dédié.

26%

de demandes proviennent de territoires hors ouest francilien

Quelques faits saillants sur l'origine géographique et la typologie d'acteur·rices

Les villes représentent presque la moitié des demandes du service info-doc, avec près de 45 % de sollicitations. Cette année, les demandes en provenance d'institutions (préfectures de département, directions départementales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités...) sont en augmentation, avec 19 % des demandes contre 10 % en 2022, sur les thématiques de l'ingénierie territoriale, la promotion de l'égalité, la laïcité, ou la mise en oeuvre de la TFPB (taxe foncière sur les propriétés bâties). Les associations concentrent 13 % des demandes, sur des recherches d'expériences en lien avec les thèmes de la santé, de la participation citoyenne ou encore concernant la sécurité et la prévention de la délinquance.

Ce sont les territoires de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (8,1%) et de la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France (près de 10%) qui sollicitent majoritairement le service info-doc du Pôle ressources. Les territoires de Grand Paris Seine & Oise, Vallée Sud Grand Paris ou encore Val Parisis et Plaine Vallée sont ensuite les plus représentés (entre 4 et 6%). Ces territoires identifient bien l'association, avec laquelle ils travaillent assez régulièrement, par le biais de temps d'appui-accompagnement, par exemple.

19%

des demandes concernent la thématique de l'ingénierie territoriale (intelligence collective, évaluation, observation, politique de la ville..)

▶ RÉSONANCES, LA LETTRE D'INFORMATION DU PÔLE RESSOURCES



Résonances s'adresse à près de 7500 acteur·rices de la politique de la ville et du développement social et territorial. Chaque mois, elle présente :

- en page 1 : l'activité de l'association ;
- en page 2 : l'actualité de la politique de la ville et du développement social et territorial au niveau national et de l'ouest francilien ;
- en page 3 : une initiative portée dans les territoires de l'ouest francilien, valorisée par un article, une fiche expérience ;
- en page 4 : des ressources repérées, (sites web, émissions radio, ouvrages...)

10

numéros de Résonances

▶ LE SITE INTERNET

Outil de communication et d'information, le site internet du Pôle ressources est une « vitrine » des activités et publications de l'association. L'ergonomie du site a pour vocation de permettre aux visiteur·euses d'identifier rapidement le rôle et les actions portées par l'association.

▶ PAGE LINKEDIN

Fin 2022, la structure "Pôle ressources" a fait son apparition sur le réseau social professionnel LinkedIn, avec une page dédiée, dans l'optique d'une plus grande visibilité, et afin d'enrichir son réseau professionnel et de communiquer différemment. Le Pôle ressources a relayé des actualités le concernant (appel à contributions, offre de recrutement, retour sur des actions, également des actualités de partenaires ou encore du réseau national des CRPV). En 2023, l'association y compte 952 abonnés.

2. Publications / Capitalisations

11

publications
(7 en 2022)



[RECUEIL] FICHES EXPÉRIENCES 2023

Ce recueil compile chaque année les fiches expériences rédigées dans le cadre de la parution mensuelle de Résonances, et met en valeur des expériences locales portées sur le territoire ouest francilien. En 2023, 10 fiches expériences ont été réalisées par l'équipe du Pôle ressources, en lien avec la jeunesse, la santé mentale, la participation, le logement ou encore l'égalité femmes-hommes, en variant territoires d'action et porteur-seuses de projets.

www.lepolderessources.fr/participation-des-habitant%2b7es-quartiers-populaires-enjeux-et-pratiques-a-laune-des-nouveaux-contrats-de-ville/



[ACTES] PARTICIPATION DES HABITANT-ES ET QUARTIERS POPULAIRES

Cette publication restitue les apports d'un séminaire proposé par le Pôle ressources, afin de questionner la façon dont la parole des habitant-es peut nourrir et impacter positivement les futurs contrats de ville (élaboration, mise en œuvre, suivi).

www.lepolderessources.fr/participation-des-habitant%2b7es-quartiers-populaires-enjeux-et-pratiques-a-laune-des-nouveaux-contrats-de-ville/



[SYNTHÈSE] JOURNÉE DES ADULTES-RELAIS DES YVELINES

La synthèse d'une journée départementale dédiée aux médiateur-rices adultes-relais et à leurs employeur-euses, où le Pôle ressources a appuyé les services de la préfecture des Yvelines, pour appréhender le dispositif dans le département, encourager la professionnalisation et la formation des médiateur-rices sociaux, et soutenir l'échange de pratiques entre pairs.

www.lepolderessources.fr/journee-departementale-des-adultes-relais-des-yvelines/



Zoom sur

[DOSSIER DE PRESSE] ÉCLAIRAGES SUR LES RÉVOLTES URBAINES

Ce dossier de presse, réalisé par l'équipe du Pôle ressources, offre une sélection d'articles de presse, de tribunes, d'entretiens faisant suite aux événements survenus dans l'hexagone après la mort de Nahel, lors d'un contrôle de police, le 27 juin dernier.

www.lepolderessources.fr/eclairages-sur-les-revoltes-urbaines/

Cycle de réflexion transition écologique et quartiers populaires



ACCÈS À UNE ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ

Cette publication rend compte de la troisième journée du cycle initié par le Pôle ressources, consacrée à l'accès pour les habitant-es des quartiers populaires à une alimentation durable, plus saine et de qualité, alors même qu'ils-elles se retrouvent plus qu'ailleurs confronté-es à des problématiques d'obésité, de diabète...

www.lepolderessources.fr/acces-a-une-alimentation-durable-et-de-qualite/

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Cette publication restitue des éclairages d'expert-es ainsi que des expériences locales présentées lors des webinaires « Quelle économie circulaire pour des quartiers populaires et solidaires ? ». Ces interventions traitent des enjeux sociaux, économiques et environnementaux des territoires populaires et de leurs populations précarisées.

www.lepolderessources.fr/acces-a-une-alimentation-durable-et-de-qualite/



En coproduction



KIT LIMIT'S

Ce kit pédagogique, composé d'un livret et de capsules vidéos réalisées par l'association Projet 2014, est le fruit d'une expérimentation portée par la MILDECA, avec la ville de Sarcelles et la Préfecture du Val d'Oise, en vue de sensibiliser le jeune public aux conséquences liées à l'entrée dans les réseaux de trafics de stupéfiants.

www.lepolderessources.fr/kit-limits-outil-pour-lutter-contre-lentree-dans-les-trafics-de-stupefiant/

RECETTES SAINES ET GOURMANDES

Ce livret valorise le fruit de la démarche participative dans laquelle des habitant-es de l'est Val d'Oise se sont investi-es, dans le cadre de la coopérative d'acteurs nutrition 95. Le livret rassemble les différentes recettes imaginées et réalisées par ces habitant-es, lors de défis culinaires, visant à se challenger en cuisine autour de l'alimentation saine.

www.lepolderessources.fr/recettes-saines-et-gourmandes/



Podcasts



INÉGALITÉS ET MAL-LOGEMENT

Ce webinar dresse un état des lieux des inégalités, de la pauvreté et de la précarité, et de leurs évolutions. Avec la Fondation Abbé Pierre et l'Observatoire des inégalités, il a visé à mieux appréhender les phénomènes nationaux pour pouvoir anticiper leurs effets dans les territoires et nourrir les politiques publiques locales.

www.lepolderessources.fr/webinaire-inegalites-et-mal-logement-de-quoi-parle-t-on/



PRIORITÉS AUX QUARTIERS : DE L'OBSERVATION À LA CONTRACTUALISATION

Suite à un second temps du cycle « Les territoires à la loupe », le Pôle ressources a mis en ligne le podcast "Priorité aux quartiers : de l'observation à la contractualisation" avec Hugo Botton, doctorant en sociologie (Le Compas) et Hélène Joinet, chargée d'étude (Institut Paris Région), pour diffuser des méthodes inspirantes en vue de nourrir l'élaboration des nouveaux contrats de ville.

www.lepolderessources.fr/priorite-aux-quartiers-de-lobservation-a-la-contractualisation



DROIT À UN ENVIRONNEMENT SAIN : INJUSTICES ET VÉCUS EN QUARTIERS POPULAIRES

Dans le cadre du cycle « Espaces publics et santé », le Pôle ressources et Ressources Urbaines ont proposé un webinar consacré au cadre de vie dans les quartiers franciliens. Il s'agissait de comprendre et d'interroger les enjeux d'accessibilité des habitant-es des quartiers populaires à des espaces favorables à leur santé.

www.lepolderessources.fr/droit-a-un-environnement-sain-injustices-et-vecus-en-quartiers-populaires/

3. Dans le réseau national des CRPV

► LES OUTILS COOPÉRATIFS DU RÉSEAU NATIONAL DES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE

687

c'est le nombre de followers en décembre 2023

15000

vues sur le panorama de presse

Le panorama de presse de la politique de la ville

Le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville réalise depuis 2014 un panorama de presse quotidien en ligne dédié à l'actualité de la politique de la ville, via l'outil collaboratif "Scoop-it". Les chargées d'information du réseau national relayent à tour de rôle des actualités de la presse écrite, audio et vidéo (synthèses, analyses de journalistes, sociologues...) pour comprendre les débats qui traversent ce champ des politiques publiques. Depuis son lancement en 2014, la fréquentation du Scoop-It ne cesse d'augmenter : elle a atteint au total 5300 articles partagés, 158 700 vues et 54 900 visiteurs, sur la période 2014-2023.

www.scoop.it/actu-politiquedelaville

Le site portail

Le réseau s'est doté en 2017 d'un site portail, alimenté par les 19 CRPV. S'inscrivant dans le prolongement de la réalisation du cadre de référence des CRPV, il répond ainsi aux enjeux de lisibilité et visibilité du réseau et permet de rendre compte des dynamiques de coopération existantes et à venir. Au fil des pages et rubriques sont présentées les singularités des CRPV et leurs traits communs, les productions individuelles et collectives.

www.reseau-crpv.fr

49200

visites annuelles (44187 en 2022)

La base de données documentaires sur la cohésion sociale et territoriale : COSOTER

Cosoter est un réseau de professionnel·les et une base en ligne de ressources, sur les champs de la cohésion sociale et territoriale, créée en 2009. Les Centres de Ressources Politique de la Ville du réseau national membres l'alimentent quotidiennement. Par le biais de cet outil commun, les CRPV participants donnent à voir la richesse des ressources qu'ils produisent et/ou acquièrent (disponibles en téléchargement ou en prêt).

<https://cosoter-ressources.info/>

Le club de veille

Chaque Centre de Ressources Politique de la Ville réalise une veille afin d'alimenter sa réflexion interne, nourrir les actions menées et informer ses acteur·rices. Le "Club de veille", constitué en 2011, est parti du principe que, plus de personnes veillent, moins le temps consacré à cette activité est important. La démarche vise donc à permettre d'optimiser le temps dans le repérage de l'information afin de mieux l'investir dans le traitement. Au-delà, elle permet une ouverture à d'autres informations (autres sujets, autres médias). Ce travail génère une stimulation intercentres par le renouvellement des pratiques et la concrétisation de la coopération. Il est alimenté selon une répartition des sources actée collégialement.

► DES PUBLICATIONS COOPÉRATIVES : WEBINAIRES, CAPITALISATIONS....

Zoom sur

Un cycle de webinaires, par le groupe de travail égalité femmes - hommes

Le groupe de travail thématique égalité femmes-hommes a coconstruit un cycle de quatre webinaires en 2023. Pour cela, les CRPV membres du groupe se sont réunis à plusieurs reprises en visioconférence en 2023. Partant du constat que l'égalité réelle entre les femmes et les hommes peine encore à devenir une réalité, dans un contexte marqué par la précarité, l'isolement, les freins à la mobilité sociale et géographique ou encore des préjugés persistants dans les quartiers populaires, le groupe de travail thématique a souhaité investir quatre enjeux relatifs à l'égalité femmes-hommes (vieillesse ; santé ; freins dans l'accès à l'emploi et enfin approche intégrée de l'égalité femmes hommes dans la politique de la ville) sous la forme de quatre webinaires, organisés entre juin et octobre 2023. Ce cycle de qualification visait à apporter des clés de compréhension aux acteur·rices de la politique de la ville, à l'aune de la future contractualisation de la politique de la ville. Les webinaires sont accessibles en replay sur la chaîne youtube RNCRPV.



... Et plusieurs contributions communes du RNCRPV

Toutes sont disponibles gratuitement sur le site portail du réseau national des CRPV.

Emploi et transitions dans les quartiers politique de la ville

Le réseau national des centres de ressources politique de la ville via son Club Dévéco propose un décryptage pour éclairer les professionnel·les sur les évolutions de l'emploi dans les quartiers face aux enjeux de transitions écologiques.

La place des enfants dans la (co)production de la ville

Cette publication est issue d'une journée d'étude portée par le groupe « questions urbaines » du RNCRPV autour de la question de la place des enfants dans la (co)production de la ville.

Quelle place du sport dans la future contractualisation de la politique de la ville ?

La synthèse d'un webinaire porté par le RNCRPV, dédié à la place du sport dans les quartiers.

Économies de subsistance : quels leviers pour l'action publique ?

Cette publication entend apporter des clés de compréhension pour préciser les termes souvent employés pour décrire des formes d'économies présentes dans les quartiers populaires : "souterraines", "informelles", "illicites", "criminelles", "non-déclarées", "populaires", "de subsistance".

Enjeux de santé dans les quartiers prioritaires

Ce document ressource réalisé par le groupe de travail santé du RNCRPV propose des données clés pour mesurer les principaux enjeux de santé des habitant·es des quartiers prioritaires.

Recueil des fiches transversales du RNCRPV

En appui au déploiement du programme national des cités éducatives (voir page 35).



4. Qualifier et mettre en réseau

▶ ACTIONS MISES EN OEUVRE ET PUBLICS TOUCHÉS

4693
participations en cumulé

2023 constitue une année record, avec un nombre d'actions particulièrement important et 4 693 participations cumulées (soit + 65% par rapport à l'année 2022).

En effet, **56 actions différentes ont été développées ou codéveloppées** par le Pôle ressources, en lien avec les acteur·rices des territoires autour de thématiques couvrant les champs de l'éducation, de la santé, de la famille, du logement, de la jeunesse, de la transition écologique, de l'ingénierie territoriale, de la participation des habitant·es, de la promotion de l'égalité femmes-hommes, des valeurs de la République ou encore de la cohésion sociale.

Cette participation s'articule autour des 3 grandes démarches portées par le Pôle ressources :



Cette activité est par ailleurs l'occasion de travailler en direction et avec des acteur·rices d'une grande diversité. En premier lieu, les professionnel·les des collectivités, qui constituent autour de la moitié des participations cumulées, avec bien évidemment celles et ceux qui font vivre la politique de la ville au quotidien (chef·fes de projet politique de la ville, coordinateur·rices et référent·es de parcours des PRE, chef·fes de projet opérationnel des cités éducatives, coordinateur·rices santé...) mais également les services de droit commun.

Les acteur·rices associatifs restent également très présent·es, que ce soit à travers les démarches visant à concevoir les nouveaux contrats de la politique de la ville ou encore lors des temps de qualification mis en place. Il est à noter la part importante des habitant·es à travers l'appui à la coopérative d'acteurs nutrition mais aussi, et surtout, via les démarches mises en œuvre dans les territoires pour élaborer les contrats engagements quartiers 2030 :

- Recueil de la parole des habitant·es (à Beaumont-sur-Oise, Bezons, Montigny-lès-Cormeilles ou encore Villeneuve-la-Garenne),
- CNR sur la parentalité dans les Yvelines à Chanteloup-les-Vignes.

Cette diversité d'acteur·rices, plus encore que le nombre de participations, constitue une grande source de satisfaction, car elle témoigne de la bonne identification du Pôle ressources et permet une compréhension encore plus fine des enjeux des territoires, via le croisement de ces regards multiples.

46%
Val d'Oise

25%
Yvelines

56 actions, cela correspond à près de 200 demi-journées ou soirées mises en œuvre en direction d'un public issu des 3 départements couverts par le Pôle ressources :

21%
Hauts-de-Seine

8%
Autres territoires



2023 EN THÈMES ET EN ACTIONS



DÉVELOPPEMENT SOCIAL : RENDRE EFFECTIVES LA COCONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

Les politiques de développement social et territorial (politique de la ville, santé, familiales, animation de la vie sociale...) s'inscrivent de plus en plus dans des logiques visant la transversalité entre les institutions, acteur·rices de la société civile ou économiques, habitant·es et au sein même des institutions, entre les directions et les services. La coconstruction et les coopérations sont ainsi au cœur des contrats de ville, ou encore des conventions territoriales globales, des contrats locaux de santé... *In fine*, il s'agit d'apporter des réponses nouvelles, plus efficaces à des défis et des problématiques multifactorielles, amplifiées tout à la fois par la crise sanitaire et ses conséquences de moyen terme, et par la crise inflationniste actuelle.



1. Accompagner la démarche de renouvellement du SDSF du Val d'Oise

Le Pôle ressources a participé au renouvellement du Schéma Départemental du Service aux Familles, porté par la CAF du Val d'Oise. Afin d'établir un avenant pour couvrir la période 2024-2026, 12 ateliers de coconstruction avec les partenaires du schéma ont été menés entre septembre et novembre, autour de 4 thématiques : la parentalité, la qualité du service de petite enfance, la jeunesse et l'animation de la vie sociale. Avec la fédération des centres sociaux du Val d'Oise, le Pôle ressources a pu animer ces temps d'échange, pour affiner le diagnostic, définir des transformations à l'horizon 2026, construire un plan d'action et présenter les travaux lors du Comité départemental du service aux familles en décembre dernier.

► ACCOMPAGNEMENT DES CONVENTIONS TERRITORIALES GLOBALES (CTG)

L'année 2023 a vu le lancement de deux nouveaux réseaux de professionnel·les, en charge du déploiement des Conventions Territoriales Globales sur les territoires, en partenariat avec la CAF du Val d'Oise et celle des Yvelines.

Au sein du **Val d'Oise**, **80 territoires** sont alors concernés par la signature d'une CTG. Pour les accompagner, les équipes de la CAF ont souhaité proposer une offre globale et complète d'accompagnement, lancé en mars 2023.

Au sein des **Yvelines**, l'accompagnement du Pôle ressources, débuté en octobre 2023, concerne **45 territoires**, et s'inscrit dans la poursuite d'une démarche déjà engagée par la CAFY avec Accolades, autour des coopérations.

L'accompagnement des CTG du Val d'Oise

A la suite des échanges initiés en août 2022 entre la CAF du Val d'Oise et le Pôle ressources, 2023 a été marquée par la mise en œuvre de l'accompagnement du réseau des chargé·es de coopération. Le programme d'accompagnement vise à animer ce réseau, former les chargé·es de coopération et les correspondant·es CAF 95. Il s'est traduit par une diversité de moyens d'intervention à travers des temps de rencontres du réseau, une formation-action sur la thématique de l'évaluation pour les CTG en renouvellement en 2025 et une formation de deux jours dédiée à l'intelligence collective. Dans le cadre des rencontres du réseau, les chargé·es de coopération ont pu échanger, discuter de leurs missions respectives, de la diversité de leurs organisations, des difficultés rencontrées ainsi que de pistes d'action pour les surmonter.

Les formations-actions à l'évaluation, à leur destination mais également adressées aux chargé·es de conseil et développement, à leurs homologues de la CAF et aux travailleur·euses sociaux de la CAF, leur ont permis d'acquérir des notions clés de l'évaluation, sur la structuration de leur évaluation, notamment via la création d'un rétroplanning d'évaluation. Ce plan d'action a été élaboré et mis en œuvre en étroite collaboration avec la CAF, dont les représentant·es étaient présent·es à chaque rencontre, ce qui a permis de renforcer les liens entre la CAF et les territoires, ainsi qu'entre celle-ci et le Pôle ressources.

Les animations du réseau ont également été l'occasion de rencontrer des professionnel·les du territoire qui n'étaient pas encore en lien avec le Pôle ressources et de leur présenter l'association et les différentes actions portées.

Val d'Oise
268
participations

2. Accompagner la mise en oeuvre des nouveaux contrats de ville

Yvelines

61
participations

L'accompagnement des CTG des Yvelines

2023 a été également l'année de lancement de l'accompagnement des chargé-es de développement et des chargé-es de conseil et développement dans les Yvelines. Au cours du premier semestre, les échanges avec les membres de la CAFY ont permis de concerter et consolider les enjeux et le contenu du partenariat. A l'automne 2023, les premières animations de réseau ont été réalisées, en différents points du département pour permettre une participation facilitée. Les professionnel·les ont été invité·es à partager leurs attentes concernant le réseau des chargé-es de coopération, à débiter les réflexions autour de la CTG comme outil de déploiement des politiques publiques et à initier les échanges autour de l'évaluation de la CTG.

De surcroît, les équipes de la CAF des Yvelines sont fortement mobilisées et participent activement à l'animation du réseau.



Perspectives 2024

Val d'Oise :

- Poursuivre les animations du réseau, un temps dédié à la formation action des CTG en renouvellement en 2025,
- Organiser un séminaire à destination des élu·es et des technicien·nes,
- Proposer un webinaire à destination des professionnel·les nouvellement arrivé·es, dans le but de faciliter leur prise de fonction et leur intégration dans le réseau,
- Réaliser des fiches repères rédigées par le Pôle ressources pour outiller les chargé·es de coopération.

Yvelines :

- Déployer l'accompagnement, avec la mise en place de 9 animations réseau sur l'année (3 sessions de 3 demi-journées) et soutien à l'organisation d'un séminaire départemental.

L'actualité de la politique de la ville a été marquée, en 2023, par l'élaboration des « contrats engagements quartiers 2030 » (CEQ 2030) visant à redéfinir des priorités pour les quartiers prioritaires tout en (re)mobilisant les partenaires clés autour d'une géographie prioritaire renouvelée.

Afin d'accompagner ces travaux qui ont occupé l'intégralité de l'année écoulée, l'équipe du Pôle ressources au complet s'est investie avec les acteur·rices des territoires de différentes manières, en intervenant à l'échelle ouest-francilienne, aux niveaux départementaux et localement avec les EPCI et les villes.

Groupe de travail entre pairs : équipes politique de la ville de l'ouest francilien

Dès le début de l'année 2023, avant même la parution des premières instructions gouvernementales, le Pôle ressources a organisé un espace de travail à destination des professionnel·les des collectivités en charge de la politique de la ville (ville, EPCI, départements) afin d'échanger sur la transition entre les travaux d'évaluation et l'élaboration des nouveaux contrats : Quels enjeux et défis ? Quelles espérances ? Quelles craintes ?

Ce temps été l'occasion de rappeler le souhait d'une politique de la ville simplifiée au niveau des procédures, en soutien des expérimentations et permettant une meilleure articulation de l'ensemble des dispositifs qu'elle porte : contrat de ville, cités éducatives, renouvellement urbain, programme de réussite éducative.

De surcroît, les échanges ont permis d'identifier les clarifications attendues en matière de participation des habitant·es, de mobilisation partenariale, dont les services de l'Etat (DRAC, Education nationale, Forces de l'ordre...) et d'accès à la donnée publique. Une meilleure mobilisation et adaptation des ressources de droit commun est restée un des enjeux centraux des débats.

30
participations

Un accompagnement à l'échelle de chacun des 3 départements de l'ouest francilien

Le Pôle ressources, en lien avec les services des préfectures de département, a par ailleurs animé des démarches départementales afin d'accompagner la conception des CEQ 2030.

Dans les **Hauts-de-Seine**, l'équipe du Pôle ressources a animé un temps départemental réunissant les agent-es des collectivités en charge de la politique de la ville, des élu-es, des services déconcentrés de l'Etat ainsi que des associations engagées au cœur des quartiers, afin de partager les enjeux ultimes autour des questions de santé, d'éducation, de sport, de culture et d'égalité femmes-hommes. Les 73 participant-es ont ainsi pu identifier, dans le cadre de tables de travail, des objectifs spécifiques à chacune des entrées proposées, tout en soulignant les espaces de coopération à investir collectivement et les enjeux spécifiques de participation des habitant-es. La capitalisation issue de cette rencontre a notamment permis d'alimenter les CEQ 2030.

Dans le **Val d'Oise**, la démarche initiée a permis, avec les agent-es des ECPI et la préfecture de département (mission ville, délégué-es du Préfet), de partager des intentions communes afin d'élaborer les CEQ, tout en mettant en évidence la nécessité de penser les quartiers prioritaires comme des territoires de projets autour desquels il s'agit de mobiliser l'action publique. Les travaux menés en atelier, complétés par un temps fort mobilisant l'ensemble des acteurs et actrices de la politique de la ville à l'échelle du département, dont les élu-es locaux -, ont par ailleurs permis la construction d'une trame repère commune afin d'élaborer les CEQ 2030, et notamment la conception des projets de quartier.

Dans les **Yvelines**, l'accent a été mis sur la participation citoyenne avec la conception et l'animation, en lien avec les services de la préfecture, de la CAF et de collectivités telles la CU GPS&O – d'un conseil national de la refondation (CNR) dédié à la parentalité dans les quartiers prioritaires. Organisée à Chanteloup-les-Vignes, cette rencontre a réuni plus d'une centaine de participant-es, dont une grande partie de parents, mobilisés par les associations et services des collectivités œuvrant dans les QPV yvelinois. Une rencontre qui a permis d'alimenter les CAQ 2030 à partir de la parole d'habitant-es et de mieux partager les problématiques relatives à la parentalité, telles que les parents les expriment.

A l'échelle des EPCI et des quartiers

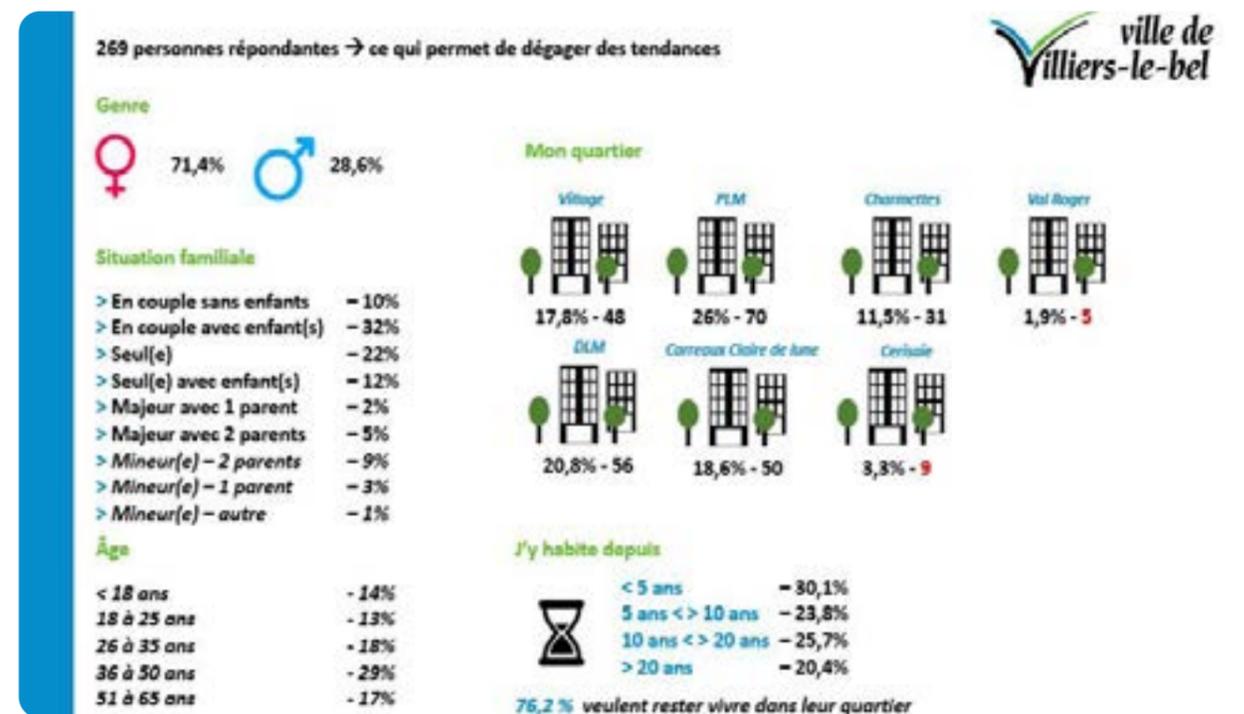
Au regard du calendrier proposé pour élaborer les nouveaux contrats, parallèlement à la définition d'une géographie prioritaire renouvelée (2 villes sortantes, 6 entrantes, des périmètres élargis, l'identification de "poches de fragilité"), et au-delà des démarches collectives (ateliers, cycles de qualification comme celui consacré à la participation des habitant-es des quartiers populaires), l'équipe du Pôle ressources a largement appuyé les territoires en termes de méthodologie, d'animation et de capitalisation d'espaces de travail.

Ainsi, le Pôle ressources a cheminé avec la quasi-totalité des 11 EPCI concernés par la politique de la ville, en accompagnant la conception des méthodologies de travail, avec un accent porté sur les approches participatives et la coconstruction, l'animation d'ateliers soit à l'échelle de l'EPCI, soit à l'échelle de chacune des villes, et, enfin, la formalisation des contrats.

Ces travaux ont, en 2023, représenté plus d'une cinquantaine de demi-journées de travail avec les actrices et acteurs des territoires.

A titre d'exemple, ces actions en proximité se sont traduites par :

- L'animation de temps visant à recueillir les priorités des habitant-es, comme ce fut le cas à Beaumont-sur-Oise (ville entrante), Bezons, Montigny-lès-Cormeilles, Villeneuve-la-Garenne ou encore avec la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines.
- La conception d'ateliers dynamiques, avec notamment la CACP, la CU GPESO, la CA SGBS, pour poser un regard partagé sur les problématiques du quartier via des quizz, des maps et des world café puis à la conception d'une vision à 3 ans des transformations escomptées et des projets/ actions à mener pour rendre ces transformations effectives. Des ateliers qui ont, en fonction des territoires, été une occasion de parler d'émancipation (éducation, culture, santé), d'emploi, de transition écologique, de tranquillité publique, de cadre de vie, d'évolution démographique... Avec quelques constantes dans les ambitions, dont la volonté d'investir plus fortement et plus collectivement les questions d'orientation des jeunes en amont des enjeux relatifs à l'année de 3ème ou encore la prégnance des problématiques d'accès aux droits et ce, malgré la mise place d'espaces labellisés France services.
- La co-administration, avec la ville de Villiers-le-Bel, d'un questionnaire à destination des habitant-es qui a permis de faire ressortir leurs priorités (tranquillité publique, - demande notamment appuyée par les jeunes -, accès aux droits et aux services, accès aux soins et à la santé) afin de les partager avec l'ensemble des directions de la ville, les élu-es, puis, enfin, les partenaires locaux.



L'ensemble de ces travaux ont été une nouvelle opportunité de constater le dynamisme des actrices et acteurs des territoires, ainsi que l'envie de participer et d'agir en faveur des quartiers prioritaires. Chaque atelier a réuni un nombre et une diversité importante de contributeur·rices engagé·es mais également en attente du temps d'après.

En effet, au-delà de l'élaboration des contrats, il a largement été fait mention de :

- l'importance d'une politique de la ville qui soit complémentaire des politiques publiques de droit commun, et non "le droit commun des quartiers",
- la nécessité d'une ingénierie en capacité de soutenir l'émergence d'actions, et d'acteur·rices, alors même que les équipes tendent à se réduire aussi bien au sein des collectivités que dans les services préfectoraux,
- la simplification souhaitée de la politique de la ville et du souhait d'expérimenter des approches dépassant le fonctionnement par appel à projet (soutenir des associations pour ce qu'elles font, à l'image de ce qui a été fait durant la « période covid », réinvestir le financement du fonctionnement, financer, mener et évaluer des actions sur plusieurs années afin d'en voir les fruits et de les objectiver...).



Perspectives 2024

- Poursuivre les travaux d'élaboration des CEQ 2030,
- Renforcer les liens entre les acteur·rices de la politique de la ville et les politiques publiques de droit commun (CTG, Plan régional de santé),
- Accompagner l'élaboration des annexes dédiées à l'abattement TFPB.

3. Culture de la coconstruction

▶ TRANSMETTRE DES MÉTHODES PARTICIPATIVES DE DYNAMISATION DE GROUPE

78

participations

Formations dédiées aux méthodes participatives de groupes de travail

Depuis 2017, le Pôle ressources organise des formations et ateliers à destination de l'ensemble des acteur·rices de la politique de la ville, permettant d'expérimenter et de mettre en pratique des dynamiques participatives pour animer des groupes de travail et faciliter les coopérations et la coconstruction.

2

journées de formation sur chaque département

En coanimation avec Infusion collective, par le biais de sa formatrice-facilitatrice, spécialisée dans les questions d'intelligence collective et de développement local, le Pôle ressources a reconduit en 2023 la formation "Animation participative d'un groupe de travail", permettant, sur deux jours, d'acquérir des savoir-être et savoir-faire visant à créer un cadre propice aux échanges et à la participation de toutes et tous ; d'intégrer des techniques d'animation de réunions coopératives et participatives ; de développer sa posture d'animation et sa confiance en soi et d'impulser la créativité dans un groupe de travail.

Ces formations permettent de découvrir, d'expérimenter et de s'approprier une posture et des techniques d'animation de réunions, pour stimuler un groupe et produire plus efficacement en mobilisant l'ensemble des participant·es.



Perspectives 2024

- Reconduire la formation, avec de nouvelles méthodes (outils numériques ; renforcer sa posture coopérative grâce à la communication non violente...),
- Proposer au réseau de professionnel·les déjà initié·es de découvrir des méthodes complémentaires et de partager leurs expériences.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

L'égalité constitue l'un des piliers du triptyque républicain ainsi que la pierre angulaire de la philosophie soutenant la politique de la ville, l'égalité des chances ou la réduction des inégalités sociales et territoriales. S'intéresser à promouvoir l'égalité amène à s'emparer de sujets relatifs aux différentes facettes qu'elle revêt, notamment la lutte contre les discriminations, la promotion de l'égalité femmes-hommes, l'accès aux droits et aux services, la jeunesse...

1. Accompagnement à la promotion et à la prévention de la santé

► GROUPE D'ÉCHANGES DES COORDONNATEUR·RICES ASV/CLS/CLSM DU VAL D'OISE

Depuis une dizaine d'années, le Pôle ressources anime un groupe d'échanges à destination des coordonnateur·rices ASV/CLS/CLSM du Val d'Oise. Ce groupe accueille régulièrement de nouveaux·elles professionnel·les des collectivités impliqué·es sur les thématiques de promotion de la santé. En raison de la préoccupation grandissante des territoires pour les sujets de promotion et de prévention de la santé, ce groupe rassemble désormais tout à la fois : des responsables santé, coordonnateur·rices ASV/CLS/CLSM ou chargé·es de mission santé. Ce collectif vise à permettre aux professionnel·les de bénéficier d'un espace de parole entre pairs au sein duquel elles·ils peuvent faire des partages d'expériences et rencontrer de nouveaux partenaires et expert·es sur des sujets spécifiques, et traiter des sujets qu'elles·ils souhaitent.

Au cours de l'année 2023, le groupe a notamment pu :

- Partager de manière régulière les actualités des différents territoires et s'enrichir mutuellement des expériences de chacun·e ;
- Prendre un temps d'échange avec le conseil départemental du Val d'Oise sur le sujet de la périnatalité et bénéficier d'une présentation du plan de renforcement des dispositifs contre la mortalité prénatale ;
- Mettre en commun des bonnes pratiques et des questionnements concernant les futurs Contrats Locaux de Santé (CLS) notamment sur les méthodologies et modalités de travail, les axes thématiques abordés, l'évaluation (à travers la présentation du rapport d'évaluation du CLS d'Argenteuil) ;
- Aborder la thématique du sport santé, avec une présentation du dispositif Maison sport santé de l'ARS et le partage d'expérience de celle de Cergy, animée par l'association Ex-Aecquo ;
- Dresser un bilan collectif de l'année scolaire en partageant les réussites collectives du groupe de travail, de nouvelles idées de formats et thématiques à travailler, ainsi que les actions phares menées par chacun·e ;
- Expérimenter collectivement des nouveaux outils pour pouvoir potentiellement les réutiliser (test sur la manière de booster son cerveau, initiation à la communication non violente...).

En partenariat avec Promotion Santé Île-de-France, et le réseau des CRPV franciliens (Profession Banlieue et Ressources Urbaines), le Pôle ressources a également reconduit en 2023 une nouvelle journée pour accueillir les nouveaux·elles coordinateur·rices ASV/CLS/CLSM d'Île-de-France.

100
participations

8
demi-journées

15
nouvelles personnes rejoignent le réseau francilien

POURSUIVRE LES DÉMARCHES TRANSVERSALES DE SANTÉ

Rencontre "Droit à un environnement sain : solutions locales pour agir en quartiers populaires"

Dans un souci de croiser les enjeux de santé et d'aménagement des espaces publics dans les quartiers populaires, cette rencontre a permis aux participant·es de découvrir des initiatives inspirantes soucieuses des dimensions sociales, environnementales et économiques dans les quartiers populaires, et de favoriser les interactions entre acteur·rices du développement social urbain, engagé·es dans les démarches territoriales de santé, de gestion urbaine de proximité, de transition écologique, etc.



Podcast accessible sur le site du Pôle ressources (voir p. 17)

Renouveler et accompagner le projet régional de santé et les futurs contrats de ville

A l'occasion de la révision du Projet régional de santé (PRS) et de la préparation des futurs Contrats de ville, L'Agence régionale de santé d'Île-de-France et les centres de ressources politique de la ville franciliens (le Pôle ressources, Ressources urbaines, Profession banlieue et le Pôle ressources de la ville de Paris) ont proposé une rencontre pour s'interroger sur les perspectives à 5 ans pour agir en faveur de la santé des habitant·es des quartiers populaires. Cette après-midi a permis à environ quarante professionnel·les (coordinateur·rices santé, chef·fes de projet politique de la ville...) d'alimenter les réflexions au travers de quatre ateliers thématiques, en lien avec la santé : discriminations, cadre de vie, coopérations pour mobiliser le droit commun en santé à l'échelle d'un territoire, promouvoir la santé des jeunes. Accompagné par des acteur·rices expert·es, chaque groupe thématique a pu faire émerger des axes de travail pour le PRS3, en se concentrant sur sa déclinaison dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) et l'accompagnement santé des contrats de ville.

Cette rencontre a également été l'occasion d'une réflexion pour renforcer l'articulation entre les politiques de santé publique et de réduction des inégalités sociales et territoriales.

Formation dédiée aux jardins partagés, conçue par l'association b.a-BA

Le Pôle ressources soutient le déploiement de la formation dédiée aux jardins partagés, conçue par l'association b.a-BA. Une nouvelle session de formation a été organisée en 2023, à destination des professionnel·les des collectivités territoriales, bailleurs sociaux, structures du champ social, associations, ou encore collectifs habitant·es des quartiers populaires. Ces deux journées de formation visent à partager une boîte à outils pour créer, planifier et animer un jardin partagé. Une attention particulière a été apportée à la dimension inclusive, via notamment l'importance de mobiliser les usager·es, de l'amont du projet à sa concrétisation ainsi que d'encourager les pratiques collectives.

2. Une société ambitieuse pour sa jeunesse

LES RÉSEAUX DES PRE DE L'OUEST FRANCILIEN

Pour la deuxième année consécutive, le Pôle ressources accompagne les professionnel·les de la réussite éducative sur l'ensemble des 3 départements de l'ouest francilien. Le réseau yvelinois, né en 2022, s'est réuni une fois afin de préparer au mieux les instances du conseil local de réussite éducative, en présence des services de la préfecture et de la direction académique.

Les réseaux du Val d'Oise et des Hauts-de-Seine, plus ancrés, à la fois ouverts aux coordinateur·rices des PRE et aux référent·es de parcours, se réunissent sur 2 à 3 temps au cours de l'année et favorisent l'échange de pratiques. La mobilisation des familles, la poursuite d'un parcours face aux manques de professionnel·les de santé, les outils de suivi et d'évaluation sont des sujets débattus au sein des rencontres.

UN ENGAGEMENT FORT AUPRÈS DES 19 CITÉS ÉDUCATIVES

Des réseaux qui prennent de l'ampleur

Au sein du Val d'Oise, les chargé·es de projet opérationnel ont poursuivi, au cours de 4 rencontres, leurs échanges autour de leur mission et des outils d'évaluation. Le Pôle ressources a capitalisé ces temps via des comptes-rendus réguliers ainsi que par la création d'une fiche repère et d'une fiche de suivi type.

Le réseau des troikas dans les Yvelines et le Val d'Oise, a été réuni à plusieurs reprises, afin notamment d'aborder les enjeux d'évaluation et de renouvellement du label.

Des accompagnements en proximité consolidés

Le Pôle ressources a poursuivi son accompagnement sur différentes cités éducatives, en animant des groupes de travail, en participant à la conception des temps forts et en formant les professionnel·les à l'évaluation.

6 CITÉS ÉDUCATIVES SUR L'OUEST FRANCILIEN : CHANTELOUP-LES-VIGNES, COLOMBES, PLAISIR, TRAPPES, VILLENEUVE-LA-GARENNE, VILLIERS-LE-BEL

Dans le cadre de la convention avec l'ANCT, 2023 a vu la sortie du **recueil des fiches transversales du RNCRPV**, en appui au déploiement du programme national des cités éducatives.

Le Pôle ressources a activement contribué à la rédaction de 3 des fiches autour de la gouvernance, de l'évaluation et du développement des CPS au sein des cités éducatives.



(Les publications coopératives du réseau national des CRPV sont à retrouver page 19)

L'ENGAGEMENT ET LE PARCOURS DES JEUNES

240
participations

4
demi-journées
d'animation

En mai 2023, plus de 200 acteur·rices du territoire ont participé à une "journée départementale des acteur·rices jeunesse". Cet événement, - issu d'un travail de collaboration avec près de 70 professionnel·les, - a permis aux participant·es de réfléchir collectivement à améliorer l'offre jeunesse sur le territoire, sous l'angle de plusieurs thématiques (l'engagement, le parcours, les loisirs et la santé), d'échanger des ressources du territoire et de découvrir la recherche participative "Jeunes de quartier le pouvoir des mots", portée par Jeanne Demoulin, au sein du collectif Pop-Art.



Ce temps fort est inscrit dans la dynamique de réseau jeunesse, portée depuis plus de 10 ans par le Pôle ressources, en partenariat avec la Fédération des centres sociaux du Val d'Oise et le Centre information jeunesse du Val d'Oise.

Afin de prolonger les échanges sur les parcours d'insertion des jeunes, initiés au printemps, les acteur·rices ont pu se réunir en décembre 2023 et réagir aux propos du sociologue **Laurent Ott** sur l'enjeu de l'aller-vers.

Zoom sur ☺ Journée de la cohérence éducative

Plus d'une quinzaine d'acteur·rices rassemblé·es autour d'Action Education, organisent collectivement, depuis 2012, une journée visant à croiser les regards des acteur·rices de l'éducation. En 2023, les échanges se sont articulés autour du thème "**Transition écologique, transitions éducatives : Démarches éducatives pour mieux connaître et vivre durablement sur son territoire**". Le Pôle ressources a contribué à cette journée en permettant notamment la mobilisation et la valorisation de différents partenaires du territoire investis sur cette thématique, comme le CAUE 95, les associations Inven'terre et Semer l'Avenir, afin de diffuser des pratiques inspirantes et d'éclairer les enjeux.

Perspectives 2024 🔭

- Capitaliser l'ensemble des ressources via un padlet,
- Poursuivre l'animation du réseau autour des thématiques de la santé,
- Accompagner le CIJ 95 et la Ville de Deuil-la-Barre dans la construction d'un événement autour de la jeunesse, la culture et le sport,
- Devenir Ambassadeur de la Boussole des jeunes,
- Soutenir l'organisation de la journée des réussites éducatives dans les Yvelines,
- Coanimer des journées de formation nationale des troikas sur la coopération,
- Accompagner des préfetures et des territoires dans le cadre de nouvelles labélisations cité éducative,
- Accompagner les professionnel·les des PRE à porter leur voix à la journée nationale portée par l'ANCT.

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Journée de sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes

Afin de soutenir et outiller les professionnel·les qui œuvrent au plus près du public, le Pôle ressources a proposé une nouvelle journée de sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes, en partenariat avec les associations **Du Côté Des Femmes** et **Paroles Arc-en-Ciel Théâtre**, visant notamment à appréhender la réalité du phénomène et à renforcer sa pratique et sa posture professionnelle, notamment en termes d'accueil de la parole des femmes victimes.

Cycle de réflexion sur les violences sexistes et sexuelles

Au cours de l'année 2023, un cycle de réflexion sur les violences sexistes et sexuelles a été initié. En effet, en tant que centre de ressources politique de la ville, le Pôle ressources a souhaité outiller et sensibiliser les professionnel·les et élu·es qui oeuvrent auprès des habitant·es des quartiers populaires, car, bien souvent, les inégalités y sont plus marquées, les femmes connaissent souvent des situations plus précaires et restent confrontées à des formes multiples d'inégalités : sociales, territoriales ou encore de genre.

• Appréhender le phénomène de la prostitution des mineur·es

Une première rencontre a été consacrée à la problématique de la prostitution des mineur·es. Ce phénomène, en augmentation en France, selon un rapport remis au Secrétaire d'État en charge de l'enfance et de la famille, en 2021, relève que 7000 à 10000 mineur·es, surtout des jeunes filles, en seraient victimes. Ce temps avait vocation à mieux cerner le phénomène, d'une part, ainsi qu'à présenter les enseignements d'un diagnostic partagé sur la prostitution des mineur·es dans le Val-d'Oise, mené par **l'Amicale du Nid**, à la demande de la préfeture du Val d'Oise et du conseil départemental, d'autre part.



• Appréhender le phénomène des cyberviolences au prisme du genre

Un second temps a été consacré au phénomène des cyberviolences au prisme du genre. Ces violences constituent en effet un phénomène massif (violences physiques, psychologiques, économiques...), auxquelles s'ajoutent, avec l'avènement d'internet et des réseaux sociaux, les violences en ligne, amplifiant le phénomène, en particulier chez les jeunes. **Sigolène Couchot-Schiex**, professeure en sciences de l'éducation et de la formation à CY Cergy Paris Université, Laboratoire EMA (École, Mutations, Apprentissages), est venue dresser un état des lieux des différentes formes que peuvent prendre les cyberviolences, pour en comprendre les mécanismes et les effets sur l'ensemble du public scolaire, notamment chez les filles. **Orane Fisbein**, de l'entreprise de l'ESS TRALALERE, est venue présenter la mission et les nombreux outils proposés par sa structure, pour outiller les professionnel·les dans l'accompagnement des enfants et adolescent·es dans la prévention et la prise en charge des cyberviolences.

Perspectives 2024 🔭

- Poursuivre le cycle sur les violences sexistes et sexuelles, avec un axe consacré à la place des femmes et des filles au sein de l'espace public et à l'urbanisme égalitaire.
- Reconduire de nouvelles journées de sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes.

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Puisque l'essence même du développement local consiste à s'appuyer sur les ressources territoriales produites par et pour les habitant·es, les richesses créées et leur redistribution sont donc à apprivoiser par une focale renouvelée. Trois entrées ont ainsi été retenues : le développement économique territorial pour (re)donner du sens à l'économie dans l'action publique ; sens qui, soutenu et renforcé par l'innovation sociale et l'Économie sociale et solidaire (ESS), permet la coopération territoriale ; une solidarité locale qui assure la création et le maintien d'emplois de qualité au service notamment de celles et ceux qui en sont le plus éloigné·es.

En 2023, dans la continuité de l'année passée, il a ainsi été question de transition écologique, d'ESS et d'emploi en tension dans le champ social.

MEMBRE DU COMITÉ D'APPUI TECHNIQUE DLA ET DU JURY ÉMERGENCE, PORTÉS PAR INITIACTIVE 78-95

Le Dispositif local d'accompagnement (DLA) est destiné à soutenir l'activité et l'emploi dans le secteur de l'ESS. En tant que membre du comité d'appui technique du DLA porté dans le Val d'Oise par Initiative 78-95, le Pôle ressources participe régulièrement aux comités menés dans l'année. Cette instance consultative est chargée d'émettre un avis technique sur les diagnostics effectués, le plan d'accompagnement et les actions d'appui préconisées. Les membres du comité (acteurs·rices associatif·ves, institutionnel·les, têtes de réseau...) affinent ces diagnostics et apportent un regard complémentaire sur l'accompagnement proposé.

Le Pôle ressources participe également au jury de sélection d'Émergence, un programme de 9 mois permettant d'accompagner des porteur·euses de projets du territoire à la création de projets engagés.

RÉNOVATION URBAINE : QUEL IMPACT SUR LE LOGEMENT DES PLUS PAUVRES ?

Organisée en partenariat avec l'Observatoire de la Précarité et du Mal Logement 92, l'objectif de cette rencontre est de comprendre les effets de la rénovation urbaine sur l'offre de logements sociaux et particulièrement sur les plus bas niveaux de loyers, et l'impact de ces mutations sur le logement des plus pauvres. Destinée à tous les acteur·rices en charge du logement (collectivités, bailleurs, associations), la première partie de la matinée s'est attachée à revenir sur l'historique de la politique de la ville ainsi que sur les dispositifs spécifiques de la politique de la ville en termes de logement. Puis, à partir d'exemples concrets d'opérations de rénovation urbaine dans les Hauts de Seine, étayés par des données compilées par l'observatoire, il s'est agi de caractériser les effets de ces politiques en s'intéressant à l'évolution du nombre de logements sociaux et à leur répartition en termes de niveaux de loyer, pour caractériser les effets des plans de démolition/reconstruction sur la répartition des foyers les plus pauvres au sein du département.

Partant de ces analyses, un temps visant à diffuser des moyens de prévention, d'atténuation ou de compensation des effets de ces politiques au bénéfice du logement des plus défavorisés a été proposé.

45
participations

» APPUI-ACCOMPAGNEMENT : UNE JOURNÉE DÉDIÉE AUX MÉTIERS DU SOCIAL ET MÉDICOSOCIAL

Le Pôle ressources a appuyé, à la demande de la Direction départementale du travail de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) du Val d'Oise, la construction d'une journée destinée à mieux faire connaître les métiers du social et médicosocial aux étudiant-es de l'École pratique de service social (EPSS), dans le cadre de la semaine de l'attractivité des métiers de la solidarité.

Cela s'est traduit par plusieurs séances de travail, pour aboutir à une journée se déroulant en deux temps :

- une matinée ponctuée de témoignages de professionnel·les des métiers du social et médicosocial (assistant·e social·e, technicien·ne de l'intervention sociale et familiale, accompagnant·e éducatif et social...), animée par le Pôle ressources, et d'échanges entre étudiant-es et professionnel·les sur les parcours, expériences...
- une après-midi sous format Hackaton, avec des stands d'une dizaine de professionnel·les du secteur social, de l'insertion, comme France travail (ex Pôle emploi), la mission locale, des associations - Espérer 95, IMAJ 95...-, ou encore la direction territoriale du Val d'Oise de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration. L'objectif consistait à aller à la rencontre de ces différents partenaires, pour résoudre en équipes une situation fictive complexe d'une personne à laquelle des acteur·rices de terrain des domaines du social et médicosocial peuvent être confronté·es dans l'exercice de leur métier, et, *in fine*, mieux repérer et appréhender le système d'acteur·rices à l'oeuvre sur le territoire.

» SÉMINAIRE RÉGIONAL : TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

La préfecture de Région Île-de-France et le réseau francilien des Centres de Ressources Politique de la Ville se sont associés autour d'une nouvelle rencontre régionale de la politique de la ville, le 2 juin dernier. Alors que les réflexions sur l'élaboration des contrats de ville étaient en cours, il s'est agi de porter le regard sur la question de la transition écologique dans les quartiers populaires, un enjeu majeur lorsque l'on s'intéresse aux inégalités.

La participation nombreuse d'acteur·rices œuvrant sur ce champ (ANCT, ADEME, CEREMA, DRIEAT, Institut Paris Région), a permis de revenir en détail sur les enjeux et perspectives en termes de transition écologique et sociale, avant de s'intéresser plus spécifiquement aux particularités des quartiers prioritaires franciliens en termes d'adaptation et de mettre en lumière une série d'initiatives inspirantes.

Enfin, le séminaire s'est clôturé par l'organisation d'un village des ressources, destiné à mettre en relation les acteur·rices afin d'aider au développement d'actions, à la croisée de la transition écologique et de la justice sociale, et ainsi nourrir les CEQ 2030.

120
participations

ÉCOUTER ET ACCOMPAGNER LA PAROLE HABITANTE

L'imaginaire entourant les quartiers populaires se nourrit parfois de discours simplistes, de reportages chocs, mais aussi d'éléments objectifs (délinquance, concentration des difficultés...). Cette image impacte les habitant·es, qui subissent stigmates, discriminations, renforce les logiques de ségrégation et tend à décourager les acteur·rices locaux. Transformer ce regard en le rendant plus juste constitue, dès lors, un impératif.

Cela passe par un travail en « dedans », - c'est le quotidien de la politique de la ville -, et vers le « dehors » en donnant à voir les forces et fiertés de ces quartiers (réseaux de solidarité, créativité, dynamisme de la jeunesse) tout en soutenant la parole et l'expression d'habitant·es trop souvent mises de côté.

► CYCLE DE RÉFLEXION : "QUARTIERS POPULAIRES ET PARTICIPATION DES HABITANT·ES"

Au cours des derniers contrats de villes, et suite à la promulgation de la loi Lamy (2014) qui a instauré la création des conseils citoyens, les expérimentations participatives à destination des habitant·es se sont multipliées dans le champ du développement social urbain. Pour autant, celles-ci peinent parfois à relever le défi d'associer les habitant·es aux questions qui les préoccupent au quotidien.

Aussi, alors que le Ministre de la ville, Olivier Klein, a initié la commission "Participation citoyenne des quartiers" présidée par Mohamed Mechmache, et alors que les démarches de renouvellement des contrats de ville s'initiaient, avec un accent fort porté sur cette dite participation, le Pôle ressources, en partenariat avec Infusion collective, a organisé deux rencontres pour accompagner les professionnel·les dans leurs réflexions et redonner du sens à la participation citoyenne.

[ACTES] PARTICIPATION DES HABITANT·ES ET QUARTIERS POPULAIRES

les actes de la première rencontre sont accessibles sur le site du Pôle ressources (Voir p. 16)



Temps #1 - Enjeux et pratiques à l'aune du renouvellement des contrats de ville

Cette première rencontre s'est tenue à Nanterre, afin d'initier une réflexion sur les enseignements à tirer en matière de participation habitante au sein des quartiers populaires et de se questionner sur les manières et les conditions à laquelle la parole des habitant·es peut véritablement nourrir et impacter l'action publique et, évidemment, les futures contractualisations locales de la politique de la ville. Grâce aux apports des chercheurs et sociologues **Julien Talpin** et **Thomas Chevallier**, les enjeux, conditions et obstacles à l'implication des habitant·es dans les quartiers populaires ont été redéfinis, et la rencontre a également été l'occasion de croiser regards et pratiques, tout en s'inspirant d'initiatives diverses (approche d'ATD Quart Monde, budgets participatifs, banquets citoyens, diagnostics en marchant...).

Temps #2 - Comment mettre en oeuvre et donner du sens à la participation ?

Cette deuxième rencontre, organisée à Argenteuil, a permis d'interroger les manières de mettre en œuvre et de donner du sens à la participation. Des partages de démarches inspirantes de mobilisation habitante et de coopération inter-acteur·rices menées à l'échelle nationale (6ème rapport sur le recueil de paroles d'habitant·es de quartiers populaires, Quartiers à impact collectif et Animation territoriale citoyenne) et le partage d'expériences plus locales (École et Famille, villes de Beaumont-sur-Oise et d'Argenteuil, Terravox, La Compagnie Générale des Autres...) ont permis de susciter les échanges autour des questions de rapports de forces et d'enjeux de pouvoir, de mobilisation du public, de méthodologie pratique de coopérations, de sens et d'impact.

► ATELIER : HABITER SA MAISON, SON QUARTIER

Afin d'alimenter une future rencontre sur la place des femmes dans l'espace public, le Pôle ressources a organisé, en partenariat avec **Khushboo Jain**, doctorante et enseignante à l'Institut de sociologie de Nuremberg, un atelier autour de la notion "d'habiter sa maison, son quartier". Au sein de sa thèse, intitulée 'Home-making on the streets of Delhi' (se sentir à la maison dans les rues de Delhi), elle s'intéresse à des questions relatives au féminisme et au rapport à l'espace urbain, à la famille, ou à la manière de s'inscrire dans la société.

Ce temps d'échange s'est déroulé avec un groupe sociolinguistique à Sarcelles, rassemblant 20 femmes originaires de différents pays, arrivées au cours des 5 dernières années en France. La chercheuse a permis aux participantes de s'interroger sur la pluralité des manières de se sentir à la maison, en partant des pratiques de la vie quotidienne à l'intérieur et au delà de la maison, en explorant la relation que les habitantes entretiennent avec leur logement, leur quartier ou leur environnement matériel (actuel et d'origine). L'atelier a suscité beaucoup d'échanges et a permis de confronter les différents regards sur ce que représente, pour chacune, de se sentir chez soi (à l'échelle de son habitat et de son quartier).

➤ BANLIEUE FRANÇAISE : EXPÉRIENCES ET EXPRESSIONS DU QUARTIER

À la suite des révoltes urbaines de juin 2023, le Pôle ressources a souhaité proposer une rencontre pour mettre en lumière des témoignages de citoyen·nes ayant grandi en banlieue et mieux comprendre comment cette expérience influe sur le rapport que ces dernier·es entretiennent à l'école, à la police, et à l'ensemble des institutions.

Grâce à l'intervention de **Benjamin Lippens**, doctorant en sociologie et auteur d'une thèse intitulée "Grandir en banlieue : parcours, construction identitaire et positions sociales", cette rencontre a permis de mieux cerner les expressions politiques et sociales des quartiers populaires, loin des discours uniformes et des clichés, et d'aborder l'expérience de la banlieue par le prisme des parcours de vie.

En se faisant le porte-parole de témoignages qu'il a pu récolter auprès de plusieurs centaines d'adultes ayant grandi dans le même quartier, Benjamin Lippens a mis en exergue, lors de cette rencontre, l'opportunité de mieux saisir leurs manières de voir la société française et d'y prendre place (travail, discrimination, ascenseur social), et leurs nombreuses confrontations aux déterminismes sociaux, entre acceptation et résistance.



➤ JOURNÉE NATIONALE DE RESTITUTION : ENGAGÉ·ES ! « ON NE VEUT PLUS RÊVER. ON VEUT VRAIMENT TROUVER DES SOLUTIONS »



Depuis 12 ans, cette démarche, coportée par la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et le réseau national des centres de ressources politique de la ville, se fonde sur le recueil de parole d'habitant·es, et la production d'un rapport biennal. Cette 6ème édition du recueil est le fruit de l'écoute de 230 habitant·es,

réuni·es par 19 centres sociaux participants à l'échelle nationale. Sur le Val d'Oise, la démarche a concerné Sarcelles et Argenteuil.

Une journée nationale de restitution a été organisée à Paris, le 23 septembre, réunissant une centaine de professionnel·les, d'habitant·es, d'élu·es venu·es échanger et écouter ce que les habitant·es ont à dire de leur quartier, de leurs conditions de vie et interpellier les pouvoirs publics pour une réelle prise en compte de cette parole.

➤ LA COOPÉRATIVE D'ACTRICES ET D'ACTEURS NUTRITION DE L'EST DU VAL D'OISE

L'année 2023 a été marquée par la clôture du premier volet de la coopérative d'actrices et d'acteurs nutrition, centrée sur l'alimentation et par le lancement du second volet, portant sur l'activité physique.

Les acteur·rices de la coopérative ont organisé en début d'année un brunch convivial intercommunal. Cette rencontre a été l'occasion de poursuivre l'interconnaissance entre habitant·es, professionnel·les, structures participantes et élu·es des 5 villes concernées, de distribuer le livret illustrant l'ensemble des recettes réalisées lors des défis culinaires, d'entendre les retours d'expérience des autres villes et de présenter les différentes perspectives.

En mars, un premier atelier intercommunal a marqué le lancement officiel de la seconde édition. Ce temps a permis de reprendre la dynamique collective et de discuter de l'événement phare intercommunal, qui sera organisé en 2024. Deux autres ateliers de coconstruction intercommunaux ont été organisés au cours de l'année, à une fréquence d'un atelier par trimestre. Durant ces temps, les professionnel·les et habitant·es des 5 villes de la coopérative ont réfléchi ensemble aux contours et à la mise en place de l'événement phare intercommunal et se sont accordé·es à organiser des **Olympiades : une journée conviviale de défis sportifs, de repas partagé, d'activités physiques ludiques et de stands d'informations.**

En parallèle, des ateliers de coconstruction communaux ont été réalisés dans 4 villes de la coopérative (Gonesse, Goussainville, Garges-lès-Gonesse et Sarcelles). Les habitant·es ont sélectionné 5 activités qu'elles et ils souhaitent pratiquer au sein de leur ville, ainsi qu'une activité à ouvrir et faire découvrir aux autres villes (initiation au golf à Gonesse, Bungy Pump à Garges-lès-Gonesse, et visite du jardin pédagogique Invent'erre à Sarcelles). Au cours du dernier atelier de coconstruction intercommunal de l'année, les participant·es ont présenté les activités physiques retenues. Cet atelier a aussi été l'occasion de partager et de discuter des besoins d'apports théoriques sur les questions du sport et de la santé.

Cette nouvelle édition a naturellement inclus de nouveaux partenaires au sein de la coopérative, à savoir les services des sports des villes de la coopérative, pour leur expertise dans le domaine et la coconstruction de l'action. Le développement des relations avec le Comité Départemental Olympique et Sportif du Val d'Oise (CDOS95), permettra de proposer 2 ateliers d'apports théoriques dans chaque commune, pour échanger avec les habitant·es des bénéfices du sport sur la santé et de répondre à leurs interrogations.

Avec le lancement de la deuxième édition, le Pôle ressources a également réinvesti les réseaux sociaux de la coopérative, Facebook et Instagram, avec des publications pour donner à voir les activités physiques déployées dans le cadre de la coopérative et rester en lien avec les habitant·es et professionnel·les en dehors des ateliers de coconstruction.

Par ailleurs, en décembre 2023, le Pôle ressources et la délégation départementale du Val d'Oise de l'ARS Île-de-France, ont présenté aux élu·es des villes de la coopérative la démarche et l'évaluation de la première édition de coconstruction, finalisée en 2023. Cette dernière analyse les effets et l'impact de l'ensemble des actions, sur les personnes qui ont été impliquées dans la coconstruction et la réalisation de l'action.

Au cours des entretiens collectifs menés avec les habitant·es, une attention particulière a été portée autour notamment de **4 grandes entrées** :

- La motivation et l'intérêt pour le projet ou l'action,
- Les apprentissages : ce que chacun garde des actions (découvertes, surprises...),
- Les transformations : les changements dans les pratiques alimentaires,
- La diffusion et l'impact sur les collectivités : l'effet du bouche-à-oreille et l'impact sur les manières de concevoir des actions en promotion de la santé.



ÉCOUTER ET ACCOMPAGNER LA PAROLE HABITANTE



Cette évaluation met en lumière, notamment, le poids de l'environnement social et physique sur le changement des pratiques alimentaires des habitant-es.

Au-delà de ce partage d'expérience, ce temps a été l'occasion d'amorcer une réflexion sur la place et le rôle que les élu-es souhaitent investir au sein de la gouvernance de la coopérative d'actrices et d'acteurs nutrition de l'Est Val d'Oise et de renforcer le pilotage politique.

CONSEIL NATIONAL DE LA REFONDATION

A la suite de l'installation, par le ministre délégué à la ville et au logement, de la commission dédiée à la participation citoyenne des quartiers, le Pôle ressources a accompagné la préfecture des Yvelines à la mise en oeuvre d'un CRN (conseil national de la refondation) consacré à la parentalité dans les quartiers prioritaires. Organisé à Chanteloup-les-Vignes, il a permis d'entendre la parole d'habitant-es et de professionnel-les autour des questions de parentalité au sein des quartiers populaires et d'identifier les enjeux d'amélioration à faire apparaître au sein de la prochaine contractualisation.

104 personnes dont 53 parents, représentant 9 villes du département (Trappes, Plaisir, Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville, Carrières-sous-Poissy, Vernouillet, Les Mureaux, la Verrière et Chanteloup-les-Vignes), ont pu contribuer sur différentes thématiques :

- Comprendre les attentes des institutions (école, travailleur-euses sociaux...) vis-à-vis des parents en France,
- Trouver du répit et des ressources en tant que parent,
- Devenir parent (autour de la naissance),
- Investir les loisirs éducatifs (culture, lecture, jeu...),
- Se centrer sur les besoins fondamentaux des jeunes enfants 0/3 ans,
- Faire valoir ses attentes de parent par rapport à l'école.

La thématique du répit parental a particulièrement été plébiscitée.

Après avoir identifié les ressources disponibles et les difficultés, les participant-es ont identifié les souhaits de changement :

- Développer des modes de garde adaptés et permettant des solutions flexibles selon les cas, notamment pour les personnes ne travaillant pas,
- Développer des outils de communication regroupant l'ensemble des ressources et en s'adaptant au multilinguisme,
- Créer des structures dédiées à l'accompagnement des parents sur les différents temps de l'enfant (post naissance, à l'adolescence, au moment de l'accompagner dans son parcours d'insertion ...),
- Mettre en place des cellules handicap et favoriser la formation des professionnel-les sur le sujet,
- Créer les conditions d'écoute et de dialogue avec les institutions,
- Remettre en place les permanences de proximité en termes d'accès aux droits et lutter contre la fracture numérique,
- Enrichir l'offre culturelle, éducative et sportive.

RENCONTRE : DES TERRITOIRES ÉDUCATIFS COOPÉRANTS, DEUXIÈME VOLET

Dès 2021, les Centres de ressources politique de la ville franciliens se sont lancés dans une démarche de mise en réseau, de soutien, de valorisation des coopérations éducatives et du croisement des expériences à l'échelle francilienne, à travers l'organisation d'un programme de travail et de rencontres au sein de territoires spécifiques.

Le premier volet, mené à Sarcelles en 2022, s'est centré sur la question de la coéducation.

Le second volet a été organisé en 2023 avec la ville de Noisy-le-Sec, sur la thématique de la parole des enfants.

Piloté par Profession Banlieue et la ville de Noisy-le-Sec, avec la participation active de Ressources Urbaines et du Pôle ressources dans sa préparation et son animation, ce volet s'est concrétisé par l'organisation d'une journée dédiée aux professionnel-les du territoire, au Conseil municipal des enfants de la ville et ouverte à l'ensemble de la région francilienne. Cette journée visait à échanger sur les moyens de mettre la parole des enfants au cœur de la construction de la ville et des politiques publiques locales. La problématique principale portait sur la manière de renforcer les dynamiques de coopération afin que les enfants soient pleinement acteur-rices de l'élaboration des politiques publiques municipales et de la construction de la ville dans laquelle ils et elles vivent et grandissent.

Une programmation en deux parties a été proposée pour cette journée, avec une intervention du laboratoire de recherche EMA (CY Cergy Paris Université), à destination des professionnel-les, questionnant la manière dont les politiques publiques municipales peuvent contribuer à prendre en compte et donner une place à la parole des enfants. Conjointement, les enfants du Conseil municipal des enfants ont pu découvrir les différentes politiques publiques, des métiers et des dispositifs municipaux. La seconde partie a réuni adultes et enfants, pour une réflexion autour de la commune idéale pour les enfants. L'association Making Waves a réalisé des prises sonores, pour créer un podcast rendant compte des échanges de la journée.

Le Pôle ressources a été impliqué tout au long de la préparation de la journée, dans la proposition d'animations et d'intervenant-es, ainsi que dans l'animation de la journée, et a également participé à la mobilisation, en invitant les professionnel-les de son territoire.

Perspectives 2024

- Poursuivre le cycle de rencontres "participation des habitant-es et quartiers populaires", à travers une rencontre sur la coéducation et sur les tiers-lieux,
- Poursuivre la mise en place des activités physiques à l'échelle communale et intercommunale,
- Lancer les ateliers d'apports théoriques, animés par le CDOS 95,
- Poursuivre l'organisation et la réalisation des Olympiades intercommunales,
- Poursuivre la mise en place des activités physiques à l'échelle communale et intercommunale,
- Dresser le bilan de l'action et de la coconstruction, avec les habitant-es et les professionnel-les,
- Amorcer une réflexion sur la précarité alimentaire, en déployant une démarche de coconstruction sur ce volet et en créant de nouveaux partenariats.



Source : europe1.fr

Pôle ressources ville et développement social

39 rue des Bussys, 95600 Eaubonne

01.34.05.17.17

www.lepoleressources.fr

